

Des paroles aux actes

Monsieur le Président de Radio France,

Vous allez prendre la direction de Radio France qui vient de connaître une longue période de flottement. Depuis le 27 février en effet, nous avons affaire selon les cas, à des responsables indifférents qui attendent leur départ ou bien à ceux qui tentent des initiatives osées pour mieux rester ou encore ceux qui sont saisis d'immobilisme de peur des conséquences. Tout cela dans un climat malsain, où les couloirs bien qu'envahis par les échos du chantier, bruissent des rumeurs les plus sérieuses ou les plus invraisemblables reprises ou non par les médias.

Dans ce climat d'incertitude, nous avons tenté d'analyser les quelques déclarations que vous avez faites pour mieux connaître vos intentions.

Lorsque vous vous êtes rendu le 18 juin 2013 à la soirée organisée par Médiapart en soutien au peuple grec et à un service public audiovisuel indépendant*, vous vous êtes présenté comme un farouche défenseur des services publics de l'audiovisuel en Europe qui, comme vous l'avez affirmé, sont injustement mis en difficulté au nom de l'économie.

Monsieur le Président, nous attendons de vous, qu'en cohérence avec ces convictions ainsi revendiquées, vous défendiez auprès de la Tutelle des moyens à la hauteur pour Radio France. Car les tentations de réduire les dépenses par des attaques contre les services publics, traduites par les décisions dramatiques que l'on connaît en Grèce, sont d'ores et déjà présentes dans l'esprit du gouvernement français. Nous attendons de vous que vous travaillez sur la base des principes essentiels qui fondent l'existence de la radio de service public : la production en interne pour une création de qualité, au service des citoyen-nes et indépendante des enjeux financiers.

Dans votre interview aux Echos du 28 avril**, vous prônez la diversification et le développement des ressources de Radio France. Alors, nous vous demandons Monsieur le Président, pourquoi Radio France n'a-t-elle rien fait pour conserver l'activité radio autoroute pour la SANEF, plongeant ainsi des salarié-es de Radio France dans une grande détresse quant à l'avenir de leur emploi, alors que cette activité représentait un apport financier non négligeable.

Vous espérez, comme c'était le cas de votre prédécesseur, que le développement des ressources propres sera en partie assuré par de nouvelles prestations après la réhabilitation de la maison de la radio. Sachez, Monsieur le Président, qu'il est pour nous hors de question que ces projets se fassent, accompagnés d'opérations d'externalisation d'activités par intérêt financier, au détriment de l'activité radio pour laquelle ce bâtiment a été conçu.

Vous avez également déclaré aux Echos que le fait que Radio France produise elle même ses contenus était un atout fondamental.

C'est en effet absolument essentiel.

Vous savez sans aucun doute que cette production en interne n'existe que parce qu'elle est réalisée dans le respect des métiers de chacun-e par des professionnels hautement qualifiés. Vous savez également que la direction précédente, agissant pour des motifs exclusivement économiques, à l'encontre de ce qui fait la qualité de la radio, a décidé de « négocier » l'accord de substitution à la convention collective sur la base de la négation même des métiers et des qualifications, au profit d'une multitude d'emplois qui risquent d'installer une perte de sens catastrophique pour les salarié-es et la qualité de nos antennes.

Alors, Monsieur le Président, nous attendons de vous, qu'en cohérence avec les convictions que vous affichez, de véritables négociations soient initiées sur la base du respect des métiers et dans l'objectif de conserver et développer la qualité de nos programmes.

De la même façon, vous avez déclaré être très soucieux des apports du numérique à la radio. Nous aussi. C'est pourquoi, nous vous demandons Monsieur le Président, de développer cette activité avec les moyens qu'elle mérite et avec les métiers et les professionnels qui lui sont indispensables pour arrêter enfin le bricolage du « tous contributeurs ».

Vous avez, à juste titre, dans l'interview aux Echos du 28 avril, vanté l'histoire et la culture communes, l'ambition de service public de Radio France. Nous souhaitons avec l'ensemble des salarié-es, que ces valeurs soient partagées dorénavant par l'ensemble de la direction de Radio France.

Le 12 mai, après les paroles, viendront les actes. Chacun-e jugera et agira en conséquence.

Sachez que la CGT combattra tout projet allant à l'encontre de l'intérêt des salarié-es et de la radio de service public.

* http://www.dailymotion.com/video/x111vt0_mathieu-gallet-president-de-l-ina-en-soutien-au-peuple-grec-au-chatelet_news

** <http://www.lesechos.fr/entreprises-secteurs/medias/actu/0203460902609-mathieu-gallet-je-veux-transformer-radio-france-667216.php>

Paris, le 9/05/2014